

Article 1 : L'Essentiel

Être marié par une femme en Égypte créé la polémique

Amal Soliman, 32 ans, est devenue la première femme "maazoun", un métier notarial qui a toujours été, de mémoire islamique, exercé par des hommes.



Le féminisation des métiers en lien avec le Coran s'accompagne de débats dans certains pays musulmans. (afp)

"J'étais sûre d'être nommée car j'avais plus de compétences que mes concurrents mâles", a dit à la presse cette mère de trois enfants, originaire d'un petit village proche de Charkeya, dans le Delta. Mais qu'elle soit parvenue à occuper une telle position à Zagazig, un chef-lieu de gouvernorat, également dans le nord de l'Égypte, n'a pas encore levé les doutes et oppositions.

Aucun texte n'interdit à une femme ce métier

Le ministre de la Justice, Mamduh Meri a appuyé lui cette décision, mais celle-ci reste contestée par des dignitaires musulmans de l'université d'Al-Azhar, la plus haute autorité sunnite. "Il n'existe pas de textes religieux interdisant à une musulmane d'être maazoun", a admis Cheikh Fawzi al-Zafzaf, vice-président de l'université d'Al-Azhar.

"Mais quand la femme est en période de menstruation, elle n'a pas le droit d'entrer dans les mosquées, ni de lire le Coran. C'est pourquoi que déconseillons d'avoir une femme maazoun", s'empresse-t-il d'ajouter.

Des mariages peuvent se conclure dans une mosquée, à la demande de certaines familles, et des versets du Coran doivent être lus lors de la cérémonie d'agrément entre les parties, parfois en l'absence de l'épousée. Conformément aux rituels, c'est le père ou le frère aîné de la fiancée qui règle en son nom les formalités du contrat avec le futur gendre. Le maazoun scelle le mariage en joignant les mains des deux hommes.

"C'est haram (interdit) qu'une femme puisse mettre sa main sur celle d'un homme, Dieu ne l'a

pas autorisé", lance Hamam Mohamed Mahmoud, interrogé dans une rue du Caire. "Cela ne se fait pas d'avoir une femme au milieu d'hommes, c'est inacceptable...Dieu n'a pas autorisé cela", assure-t-il avec véhémence.

Imitation de l'Occident

Pour un haut responsable d'Al-Azhar, Mahomet Mahmoud Hachem, doyen de la faculté des préceptes islamique, l'islam appelle certes "à l'égalité entre l'homme et la femme, surtout en ce qui concerne la foi et les bonnes actions". "Mais aujourd'hui", a-t-il déclaré à l'hebdomadaire *al-Ahram Hebdo*, "les femmes ont tendance à imiter l'Occident et à transgresser la loi islamique. Elles ne cessent de s'affranchir des contraintes sociales".

Une vision plus ouverte en faveur d'une femme maazoun est défendue par Ali al-Samman, un responsable laïc du dialogue interreligieux au sein d'institutions islamiques. "Cela ne me choque pas du tout, c'est un métier strictement juridique, il s'agit de réciter certains versets du Coran et de conclure les mariages, une femme peut le faire", affirme-t-il.

Une femme imam reste impensable

Pour des femmes interrogées, il s'agit d'une évolution tout à fait normale qui établit l'égalité entre les sexes "Pourquoi ne pas soutenir les femmes? Si elle peut être un exemple et si elle réussit dans son travail.. pourquoi pas? Moi, je suis pour une femme maazoun", s'exclame Shaoukiya Rawwash, une mère de six enfants, qui porte le voile islamique.

Mais si cette avancée a pu avoir lieu pour un tel poste lié au droit de la personne, il reste presque impensable qu'une musulmane puisse conduire une prière dans une mosquée comme imam. "Une femme imam, c'est une chose tout autre que je laisse aux spécialistes le soin de débattre", dit prudemment Ali al-Samman. En 2005, Amina Abdel Wadoud, une jeune femme qui vit aux États-Unis, avait pris l'initiative de diriger la prière, se positionnant comme la première femme imam. Une pratique bannie par la majorité des sunnites et des chiites comme susceptible de "distraire" les hommes au moment de prier.

Article 2 : Xinhuan.net

L'Egypte préoccupée par les opérations militaires israéliennes à Gaza

2008-02-29 13:20:16

LE CAIRE, 28 février (Xinhua) -- Le ministre égyptien des Affaires étrangères (AE), Ahmed Abul Gheit, a exprimé jeudi ses préoccupations sur les opérations militaires israéliennes à Gaza, a annoncé le ministère égyptien des AE.

Le porte-parole du ministère égyptien des AE, Hossam Zaki, a déclaré que M. Abul Gheit a fait ces remarques lors d'une réunion avec la délégation du ministère israélien des AE, dirigée par son directeur général, Aharon Abramovich, séance pendant laquelle le ministre égyptien des AE a indiqué Israël est responsable de

la dégradation des conditions humanitaires à Gaza.

M. Abul Gheit a aussi critiqué la politique collective d'Israël car elle n'amènera que douleurs aux Gazans, a indiqué le porte-parole.

Pendant les discussions, les deux côtés ont aussi discuté du développement des négociations Israël-Palestine, et M. Abul Gheit a aussi souligné l'importance de trouver une percée pour le conflit.

M. Zaki a ajouté que les discussions sont une partie des efforts continus de l'Égypte pour aboutir à des accords et une entente afin de calmer la situation entre Palestiniens et Israéliens pour permettre aux Gazans de se déplacer librement et légalement à la frontière.

Le responsable en chef égyptien des renseignements, Omar Suleiman, a prévu de se rendre la semaine prochaine en Israël pour des discussions sur la levée du siège dans la bande de Gaza, dont les frontières sont toutes fermées maintenant.

Article 3 : L'Orient Le Jour

La participation de l'Égypte et de l'Arabie saoudite au sommet arabe liée à l'élection d'un président libanais

Renvoyée au 11 mars, l'élection présidentielle libanaise va certainement influencer sur la tenue, à Damas, du sommet arabe (29-30 mars), sans aucune garantie qu'un président de la République sera élu auparavant, si l'on en croit les protagonistes, qui continuent de tourner dans un cercle vicieux sans qu'une sortie de crise ne se profile à l'horizon.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a déclaré dans une interview publiée hier que certains dirigeants arabes ont posé comme « condition » à leur participation au prochain sommet arabe de Damas l'élection d'un président au Liban, sans chef d'État depuis trois mois.

« Certains leaders arabes considèrent l'élection (d'un président libanais) comme une condition (...) et une nécessité pour le succès du sommet », a déclaré M. Moussa.

Selon toute vraisemblance, ce sont d'abord l'Arabie saoudite et l'Égypte qui pourraient boycotter le sommet de la Ligue arabe en Syrie. Certains pays du Golfe pourraient aussi les imiter.

M. Moussa a nié l'éventualité du report du sommet prévu dans la capitale syrienne les 29 et 30 mars, tout en précisant que ce sommet se tenait « à une des pires périodes qu'ait connues le monde arabe ».

M. Moussa a également signalé qu'il allait prochainement se rendre à Damas pour discuter des préparatifs du sommet et en même temps du dossier libanais.

La Syrie indifférente

Damas reste insensible à cette menace. Le ministère syrien des Affaires étrangères a déclaré hier que le sommet arabe se tiendrait « à la date prévue ». « Et quels que soient les présents », a ajouté un responsable syrien sous le couvert de l'anonymat, qui a indiqué que des invitations ont été envoyées aux États de la Ligue arabe, à l'exception du Liban et de l'Arabie saoudite.

« Le pays hôte doit inviter tous les pays membres de la Ligue arabe sans exception, a commenté M. Moussa. En l'absence de président de la République, l'invitation est envoyée à l'autorité qui le remplace en vertu de la Constitution. »

On sait que le gouvernement de M. Fouad Siniora exerce les prérogatives du président depuis le départ d'Émile Lahoud.

Selon notre correspondant diplomatique, Khalil Fleyhane, cette invitation sera remise au gouvernement libanais par l'intermédiaire de l'ambassadeur Khaled Ziadé, représentant permanent de la Syrie auprès de la Ligue arabe, au Caire.

On ignore toutefois si le Premier ministre y répondra favorablement, ou si le ministre démissionnaire des Affaires étrangères, Faouzi Salloukh, décidera de l'accompagner.

En tout état de cause, selon une source arabe à Beyrouth citée par Fleyhane, l'indifférence syrienne en ce qui concerne la participation de certains États et royaumes arabes au sommet signifie aussi qu'il n'y aura toujours pas de président libanais le 11 mars prochain.

Le secrétaire de la Ligue arabe a toutefois estimé qu'il était « encore possible d'élire » un président au Liban avant le sommet de Damas.

Certaines voix au Liban, au sein de l'opposition, laissent penser que tout espoir n'est pas encore perdu. Mais on est en droit de se demander sur quoi repose cet espoir, quand on constate qu'en l'absence de M. Moussa, les protagonistes de la crise n'osent même pas se rencontrer, sinon dans des débats télévisés où la peur de l'opinion publique dans leur camp les empêche de parler à cœur ouvert et de faire les concessions nécessaires à un véritable compromis où il n'y aurait ni vainqueur ni vaincu.

Réunion des ministres
des AE le 5 mars

En prévision du sommet arabe, les ministres des Affaires étrangères des 22 membres de la Ligue arabe se réuniront les 5 et 6 mars au Caire pour discuter du sommet arabe prévu.

« Le Conseil de la Ligue arabe se réunira les 5 et 6 mars au niveau des ministres des Affaires étrangères », a déclaré hier le directeur du département des affaires du Conseil de la Ligue, Mohammad al-Zaïdi.

« Le projet d'ordre du jour du prochain sommet arabe (29-30 mars) sera la question principale de la réunion des ministres », a-t-il précisé.

Mauvaise nouvelle pour le Liban, sa crise n'est pas inscrite à cet ordre du jour et ne sera pas en principe officiellement débattue durant le sommet. Celui-ci se contentera d'exprimer sa traditionnelle « solidarité » avec le Liban, en rapport avec la fin de l'occupation israélienne des fermes de Chebaa et d'une demande de paiement d'indemnités.

Article 4 : Desinfos.com

L'Égypte renforce ses effectifs à la frontière avec Gaza

27 février 2008 - Agences

Sans soulever d'objection de la part d'Israël, l'Égypte a procédé discrètement à un renforcement de troupes à la frontière avec la bande de Gaza, l'étroit territoire palestinien contrôlé par le Hamas et soumis au bouclage israélien, a-t-on appris mardi de source israélienne autorisée.

L'Égypte a doublé les effectifs de ses troupes déployées le long de sa frontière avec la bande de Gaza sous le contrôle du Hamas, a rapporté mardi le quotidien local Ha'aretz citant des responsables israéliens.

L'Égypte a cherché une approbation formelle de la part israélienne pour doubler les effectifs de ses troupes à sa frontière, en les portant à 1,500, a indiqué le journal. Quelque 1,500 gardes-frontières égyptiens se trouvent actuellement le long de la frontière avec la bande de Gaza, soit le double du nombre de 750 soldats déployés entre le Sinai égyptien et la bande de Gaza conformément à l'accord conclu en 1979 entre Israël et l'Égypte, ont révélé les sources officielles sous le couvert de l'anonymat.

Selon ces sources, qui souhaitent conserver l'anonymat, ces renforts ont commencé à arriver peu après le dynamitage, le 23 janvier par des membres du Hamas, de la clôture séparant Gaza de l'Égypte, permettant aux Gazaouis d'aller s'approvisionner en Égypte.

"Nous n'estimons pas que le niveau actuel (des effectifs de sécurité égyptiens) présente pour le moment une menace", a expliqué un haut responsable israélien. "Nous n'avons pas élevé d'objection mais il faudrait parvenir à un accord à long terme".

Un responsable israélien de la défense a ajouté que l'Etat hébreu était au courant de ces renforts, présentés comme faisant partie d'un accord tacite visant à réduire le risque d'un nouveau franchissement de la frontière.

Au Caire, le ministère des Affaires étrangères n'a, pour le moment, pas commenté l'information.

Les frontières ont été fermées de nouveau au début de ce mois en vertu d'un accord conclu entre le Hamas et l'Égypte.